

Nations Unies  
**ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE**

VINGT ET UNIÈME SESSION

Documents officiels



**1412<sup>e</sup>**  
**SÉANCE PLÉNIÈRE**

*Jeudi 22 septembre 1966,*  
*à 10 h 30*

**NEW YORK**

**SOMMAIRE**

	Pages
<i>Point 9 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Ouverture de la discussion générale</i>	
<i>Déclaration du Président. . . . .</i>	1
<i>Discours de M. Juracy Magalhães (Brésil) . . . . .</i>	1
<i>Discours de M. Goldberg (États-Unis d'Amérique) . . . . .</i>	5
<i>Discours de M. Bindzi (Cameroun) . . . . .</i>	10

**Président:** M. Abdul Rahman PAZHWAK  
(Afghanistan).

**POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Ouverture de la discussion générale**

**DECLARATION DU PRESIDENT**

1. Le **PRESIDENT** (traduit de l'anglais): Avant d'ouvrir la discussion générale, je voudrais adresser à mes collègues un appel tout particulier. L'expérience nous a montré que si les séances ne commencent pas à temps, les représentants attendent que les débats soient engagés pour entrer dans la salle de l'Assemblée, ce qui retarde d'autant le début des travaux. Je demande donc à tous les représentants de bien vouloir être à leur place à l'heure indiquée. Etant donné le programme chargé qui est le nôtre, je suis sûr que cela nous fera gagner du temps et permettre à tous les chefs de délégation qui se sont inscrits sur la liste des orateurs de faire leur déclaration à la date prévue, sans qu'il soit nécessaire de remettre à plus tard certaines de ces interventions. J'insiste donc également pour que les délégations s'inscrivent sur la liste des orateurs aussitôt que possible, le secrétariat qui tient cette liste est assis à la table qui se trouve à la droite de la présidence.

2. Pour des raisons que nous connaissons tous, je voudrais également suggérer que tous les droits de réponse soient exercés à la fin de chaque séance. J'espère que cette suggestion recevra l'approbation de l'Assemblée générale.

3. M. Juracy MAGALHÃES (Brésil) [traduit de l'anglais]: Selon un usage consacré, qui est devenu une tradition chère au peuple du Brésil et un sujet de fierté, j'ai l'honneur d'ouvrir maintenant la discussion générale de la vingt et unième session de l'Assemblée générale.

4. Mes premières paroles, Monsieur le Président, seront pour vous féliciter de votre élection à la Présidence. C'est un choix qui exprime fort bien le respect et l'estime que cette grande assemblée de nations porte au noble peuple afghan et à son repré-

sentant permanent aux Nations Unies. Je suis sûr de parler au nom de toutes les délégations ici présentes en disant que nous avons pleinement confiance dans votre compétence bien connue, dans votre impartialité, votre calme, votre inlassable courtoisie et aussi votre ferme autorité pour traiter des questions importantes qui nous seront soumises.

5. Dans l'accomplissement de votre tâche, vous pourrez, Monsieur le Président, compter sur le concours et les avis éclairés de notre Secrétaire général, U Thant, à qui je demande instamment, au nom de ma délégation et de mon gouvernement, de rester à son poste à l'Organisation des Nations Unies pour répondre au désir général. J'espère qu'il pourra surmonter ses hésitations bien compréhensibles et ses objections personnelles et qu'il continuera à apporter à la cause de l'humanité la contribution précieuse de son action efficace et de son inspiration jamais en défaut.

6. Au moment d'aborder le programme de la vingt et unième session, il est normal que nous soyons amenés à examiner les résultats des travaux de la vingtième session qui a été si brillamment présidée par l'éminent homme d'Etat qu'est M. Amintore Fanfani, ministre des affaires étrangères d'Italie, et, ce faisant, nous pouvons regarder ce passé avec fierté car certains résultats tangibles et encourageants ont été obtenus.

7. Tout d'abord, il faut souligner que la vingtième session a réussi à surmonter la plus grave crise de l'histoire de l'Organisation et qu'elle a trouvé un moyen de sortir de l'impasse qui avait paralysé la dix-neuvième session.

8. Il est vrai, certes, qu'aucune solution n'a été encore trouvée pour mettre fin à la lutte si grave qui se déroule au Viet-Nam, où des milliers d'êtres humains souffrent chaque jour de l'horreur et des misères de la guerre et où tant de jeunes vies sont quotidiennement sacrifiées, aussi bien par le Viet-Nam que par ses alliés pour la défense de la démocratie. Il n'en reste pas moins vrai que dans d'autres parties du monde, il a été possible d'éviter les conflits et l'effusion de sang et de dissiper de graves menaces à la paix mondiale.

9. C'est ainsi qu'en République Dominicaine, l'intervention opportune et efficace de l'Organisation régionale a permis de mettre fin rapidement à un conflit civil et a ouvert la voie au rétablissement de la loi démocratique par des élections régulières et pacifiques. En Asie, deux grandes nations, l'Inde et le Pakistan, à la veille d'un conflit de grande envergure, ont écouté la voix des Nations Unies et ont déposé les armes pour se conformer à une réso-

lution du Conseil de sécurité. Même maintenant, ces deux pays, qui comptent parmi les plus anciens et les plus influents des Membres de cette organisation, essaient de régler leurs différends dans le cadre de la Charte et dans le respect des principes des Nations Unies.

10. Dans la zone de Gaza et à Chypre, si aucun progrès appréciable n'a été fait vers un règlement permanent, la présence même des forces des Nations Unies a continué de maintenir la paix, d'assurer la sécurité de la population dans ces deux régions et d'empêcher le recours à la violence. Le Brésil est fier d'avoir fourni un bataillon aux Nations Unies et il est fier en même temps d'avoir apporté une contribution substantielle à la Force interaméricaine de paix en République Dominicaine, où les soldats et les fusiliers marins brésiliens ont partagé avec leurs camarades nord-américains, centre-américains et paraguayens la tâche de faire appliquer l'ordre public et d'éviter à une nation sœur déjà durement éprouvée dans un passé récent de succomber à des luttes intestines et à une agression politique étrangère.

11. Si nous passons en revue les événements de l'année écoulée, nous sommes obligés de noter avec regret que, dans un domaine au moins, aucun progrès perceptible n'a été réalisé: je veux parler du problème du désarmement qui demeure toujours désespérément enlisé dans le marais des conversations de Genève. Il avait semblé, lors de la dernière Assemblée, qu'un rayon d'espoir apparaissait car, pour la première fois depuis de nombreuses années, un certain nombre de résolutions constructives avaient été adoptées. Cependant, elles n'ont pas eu de suite en dépit de la conscience qu'ont de plus en plus toutes les nations du danger que représente la prolifération nucléaire. Le Brésil voudrait insister pour que la plus haute priorité soit donnée à l'élaboration d'une formule qui pourrait conduire à la concentration et non à la dispersion du pouvoir de décision quant à l'utilisation des armes nucléaires.

12. Ce n'est là, évidemment, qu'un objectif immédiat, et il ne faut pas se dissimuler que le but ultime est et doit demeurer le désarmement total. Nous semblons aussi éloignés que jamais de ce but, mais il faut reconnaître aussi que certaines mesures intermédiaires doivent nécessairement être prises. C'est ainsi qu'il faut considérer la résolution 2028 (XX) de l'Assemblée générale comme un progrès important puisqu'elle a défini la non-prolifération comme un moyen vers une fin et qu'elle a clairement défini aussi le partage des responsabilités et des obligations incombant respectivement aux puissances nucléaires et aux puissances non nucléaires.

13. Il est parfaitement clair maintenant que la non-prolifération ne peut être assurée par un veto des puissances nucléaires. La non-prolifération dépend en vérité de la renonciation volontaire des puissances non nucléaires à leurs possibilités d'entrer finalement dans le "club atomique" par leurs propres moyens. En l'absence d'un système vraiment sûr de sécurité collective, une telle renonciation suppose de toute évidence une décision singulièrement grave puisqu'elle équivaut à abandonner le moyen le plus puissant d'assurer la sécurité nationale contre une agression éventuelle, en s'en remettant pour toujours

à la bienveillance et à la bonne foi des pays tiers pour atteindre le but suprême: la protection de la vie même d'une nation. Ce serait là trop demander, ce serait trop attendre d'un pays, quel qu'il soit, si nous n'arrivions pas à établir un système tout à fait sûr de garanties juridiques et matérielles qui seraient aussi infaillibles que peuvent l'être les entreprises humaines.

14. Un tel système, de toute évidence, constituerait pour les puissances nucléaires et les puissances non nucléaires un lourd fardeau et exigerait d'elles qu'elles acceptent des limitations considérables à l'exercice de leurs droits souverains. Je maintiens toutefois que l'intérêt — si ce n'est même la survie — de l'humanité exige de tels sacrifices, même de la part des plus grandes puissances. J'ai confiance qu'aucun Etat Membre ne reculera devant son devoir à l'égard de cette organisation et de l'humanité en refusant de consentir des sacrifices, petits ou même grands, d'orgueil et de liberté d'action alors que l'enjeu est si important. C'est manifestement le devoir de tous, mais plus spécialement des pays qui détiennent déjà ou qui ont presque à leur portée l'horrible puissance de destruction des armements atomiques, de soulager l'humanité de la crainte de l'anéantissement, d'écarter des horizons les plus lointains ce nuage menaçant à la forme trop familière, de donner des garanties valables et suffisantes de leur volonté d'utiliser pour le bien seulement et jamais pour le mal les forces terribles qui se cachent au cœur même de la matière.

15. Une autre question, au sujet de laquelle, malheureusement, il semble que nous soyons dans une impasse, est celle du paiement des frais occasionnés par les opérations de maintien de la paix. Le Comité spécial qui avait été créé pour essayer de résoudre ce problème n'y est pas parvenu en dépit de tous ses efforts. Le moment est venu, par conséquent, de reconnaître avec franchise qu'il ne reste guère d'espoir de parvenir à une conclusion satisfaisante en la matière et que ce serait simplement perdre son temps et ses efforts que de continuer dans ce sens.

16. Nul pays n'est plus que le Brésil convaincu de l'utilité et de la nécessité de procéder à des opérations de maintien de la paix au moyen de forces d'urgence des Nations Unies chaque fois que se présente une situation qui constitue une menace à la paix mondiale; en outre, nous estimons qu'aucune organisation internationale ne saurait être vraiment efficace si elle ne dispose pas des moyens matériels qui lui permettent de faire face à de telles situations; nous sommes cependant les premiers à préconiser un examen concret et objectif du problème de la répartition des dépenses entraînées par ces opérations. Il n'est désormais que trop évident que certains Etats Membres ne se départiront pas de leur attitude et continueront à refuser d'assumer leur part des dépenses encourues pour le bien commun et de faire honneur à ce qui, à notre avis, est pour eux une obligation. La seule solution pratique est donc de réviser la Charte des Nations Unies et de définir des règles explicites en ce qui concerne la mise en œuvre et le financement des opérations de maintien de la paix.

17. La nécessité d'opérations de maintien de la paix dans l'avenir est seulement une probabilité. Le Brésil a toujours appuyé activement ces opérations jusqu'à présent; comme je l'ai déjà dit, mon pays a fourni un bataillon d'infanterie aux Forces d'urgence de la zone de Gaza — Forces qui ont été pendant longtemps sous le commandement d'un général brésilien —; il a fourni du personnel aux unités aériennes des Forces des Nations Unies au Congo; il a envoyé des observateurs, militaires et civils, en Grèce, à Chypre, au Cambodge, au Viet-Nam et au Cachemire, chaque fois que les organes compétents des Nations Unies l'ont demandé. Par conséquent, le Brésil s'estime en droit d'affirmer que le moment est venu de régler de la seule manière efficace possible — c'est-à-dire par une révision de la Charte — les questions si difficiles soulevées par le financement des opérations de maintien de la paix.

18. Un domaine nouveau s'est ouvert récemment dans lequel les Nations Unies peuvent avoir une activité fructueuse; je veux parler de l'élaboration de principes visant à accélérer le progrès des pays membres peu développés et à améliorer les relations économiques entre ces pays et les pays plus développés. Je pense à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement — institution à laquelle le Brésil souhaite le plus grand succès.

19. Loin de nous la pensée de préconiser une forme quelconque de "lutte de classes" entre les nations, opposant les nations pauvres aux nations riches. Pareille confrontation serait non seulement stérile, mais encore profondément nuisible à la cause de l'unité et de l'amitié entre les nations et aux intérêts généraux de l'humanité. Cependant, je dois le souligner avec une égale fermeté, il serait tout aussi désastreux de rejeter cette vérité évidente qu'une coopération étroite et rationnelle doit s'établir entre les pays pleinement développés et ceux qui le sont moins, et cela dans l'intérêt de toutes les nations. J'ai dit: une coopération "rationnelle"; en effet, il est trop tard maintenant pour proposer des méthodes insuffisantes ou pour essayer d'éluder un problème que nous ne pouvons plus nier et qui ne souffre aucun ajournement. En fait, ce serait folie — et une folie dangereuse — de rejeter le principe selon lequel un rythme normal de développement économique et un degré satisfaisant de bien-être social et de sécurité représentent l'intérêt commun de l'humanité entière. L'homme a conquis depuis longtemps la surface entière de la terre; aujourd'hui, il est en train de conquérir l'espace extra-atmosphérique et les corps célestes qui existent bien au-delà de l'orbite de notre planète. Aujourd'hui, des objets fabriqués par l'homme se trouvent sur la surface de la Lune et d'autres objets, également fabriqués par la main de l'homme, évoluent silencieusement à travers l'espace interstellaire. A une époque où des ressources presque inimaginables sont consacrées à ces réalisations étonnantes, à un moment où ces réalisations semblent prouver que l'ingéniosité et l'esprit d'invention de l'homme sont sans limite, ce serait une cruelle ironie à l'égard de nos semblables et un blasphème à l'égard de la Divine Providence que de laisser la pauvreté, la famine, la maladie et la peur continuer de régner sur la Terre.

20. Je sais très bien que toute prospérité est le fruit d'un effort et que ceux qui ont besoin d'aide doivent être prêts à s'aider eux-mêmes. Cependant, il est non moins vrai que les dons de la nature ne sont pas également répartis entre tous les pays et qu'il existe des pays peu développés, qui, quelles que soient les raisons de leur infériorité initiale, se heurtent à de graves difficultés dans la lutte qu'ils mènent pour diminuer l'écart qui les sépare des Etats développés. A notre époque, l'œuvre la plus importante doit consister à diriger les ressources là où elles sont nécessaires — qu'il s'agisse de ressources en espèces, en hommes, en connaissances scientifiques ou en procédés techniques. Nous devons chercher à améliorer les termes de l'échange, à permettre le libre accès aux marchés anciens et nouveaux, à ouvrir des perspectives économiques nouvelles, à renverser les barrières d'un égoïsme étroit; j'estime que tout ceci est conforme aux aspirations les plus hautes et même, en fin de compte, aux intérêts des pays très développés.

21. Etant donné le vaste domaine des possibilités qui doivent être étudiées pour le bien-être du monde dans l'avenir, étant donné les tâches immenses qui, de nos jours, sollicitent sans qu'il puisse les éluder l'esprit créateur de l'homme et qui nous imposent des règles si strictes de solidarité, il est profondément regrettable que la Conférence des Nations Unies sur le cacao<sup>1/</sup> — Conférence qui avait été convoquée afin d'élaborer un accord international visant à protéger le marché du cacao contre le jeu néfaste des fluctuations des cours — ait abouti à un tel échec.

22. Certains pays n'ont pas encore compris, semble-t-il, que certaines mesures de protection doivent être prises en ce qui concerne les produits de base indispensables à un pays pour se procurer des recettes en devises. Les pays peu développés doivent compter sur leurs possibilités d'acquérir les devises qui leur permettront d'acheter les biens d'équipement essentiels à leur effort de développement. Pour ce qui est des produits de base, souvent leur principale et même unique source de devises, la protection contre les fluctuations ruineuses des prix est la condition même de la vie, économiquement parlant, de ces pays. Les pays très développés ont certainement plus intérêt à voir la prospérité s'étendre et les recettes d'exportation augmenter dans de nouvelles régions et sur de nouveaux marchés potentiels qu'à laisser ces pays se débattre dans une pauvreté grandissante, leurs économies nationales respectives tombant jusqu'à un simple niveau de subsistance.

23. L'échec de la Conférence du cacao doit être réparé; les Nations Unies doivent se fixer résolument pour tâche d'assurer à tous leurs Membres un accès équitable aux marchés mondiaux ainsi qu'aux ressources technologiques et scientifiques qui permettent aujourd'hui de changer la face même de la Terre. A cet égard, je me réjouis tout particulièrement des mesures prises en vue de créer l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel. Cette institution complétera au mieux le Conseil des Nations Unies pour le commerce

<sup>1/</sup> Cette conférence s'est tenue à New York du 23 mai au 23 juin 1966.

et le développement et le Fonds spécial des Nations Unies. Assistance financière pour les projets de développement, conseils techniques pour la mise en œuvre des plans d'industrialisation, protection judiciaire des prix des produits d'exportation essentiels des pays insuffisamment développés, telles sont les trois lignes parallèles d'attaque qui peuvent et doivent mener à la victoire dans la lutte pour le plein développement économique, cette lutte décisive et vitale pour l'immense majorité des hommes et des femmes qui peuplent notre terre. Il est hautement souhaitable, par conséquent, que l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel entre pleinement en activité sans tarder, qu'une conférence des Nations Unies soit bientôt convoquée pour en décider et que le Programme des Nations Unies pour le développement, dont le Fonds spécial fait maintenant partie, puisse bientôt atteindre le niveau de 200 millions de dollars fixé à la vingtième session de l'Assemblée générale. Il faut espérer aussi que les nouvelles formes d'association économique, si répandues actuellement dans le monde, ne se retrancheront pas derrière de hautes barrières douanières et n'auront pas recours à des restrictions discriminatoires à l'importation. L'Amérique latine s'inquiète quelque peu du réseau de règles et de règlements qui gêne ses échanges avec l'Europe occidentale; cette préoccupation et ce mécontentement ne sont en rien atténués par le traitement préférentiel accordé par le Marché commun européen à d'autres pays non européens au détriment de l'Amérique latine.

24. Dans le domaine social et dans celui des relations humaines, le Brésil est fier d'avoir été le premier pays à signer la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, approuvée par la dernière session de l'Assemblée générale. Au Brésil même, certes, nous n'avons guère besoin d'un pareil texte car notre pays est depuis longtemps l'exemple le plus frappant, oserai-je dire, de la vraie démocratie raciale, où de nombreuses races vivent et travaillent côte à côte, et se mêlent librement, sans craintes, sans privilèges, sans haine et sans discrimination. Notre terre hospitalière a depuis longtemps été accueillante aux hommes de toutes les races et de toutes les croyances; nul ne fait état, nul ne se préoccupe du lieu de naissance d'un individu ou de ses ancêtres; tous ont des droits égaux et tous sont également fiers de faire partie d'une grande nation. Si la nouvelle Convention est, dans ces conditions, superflue pour ce qui est du Brésil, nous nous félicitons cependant de son adoption car elle sera utile aux pays moins favorisés dans ce domaine; je voudrais, à cette occasion, affirmer que la tolérance raciale devrait être appliquée par toutes les races à l'égard de toutes les autres races: le préjudice que l'on a subi ne justifie pas le tort que l'on fait à autrui. Puissent l'exemple du Brésil, la modération sans effort, la tolérance et le respect mutuel qui caractérisent nos relations raciales être imités par toutes les nations multiraciales.

25. A cet égard, mes espoirs ont été renforcés par ce que j'ai vu au cours d'un voyage que j'ai fait avant de venir à New York. J'arrive du Portugal, de l'Italie et du Vatican. Au Portugal et en Italie, j'ai retrouvé cet esprit latin dont s'inspire le Brésil et qui le guide

dans la voie de la tolérance et de la compréhension; ces deux pays, qui ont déjà tant contribué à la civilisation du monde, feront encore de grandes choses pour leurs peuples ou pour d'autres peuples qui leur sont rattachés par des liens politiques ou sentimentaux. Quant au Saint-Siège, grâce aux initiatives et à la noblesse d'esprit du pape Paul VI, dont la visite à cette assemblée a certainement marqué le sommet de la dernière session, il contribue plus que jamais à la concorde internationale et au perfectionnement spirituel et social de l'humanité sur la base des enseignements sacrés de l'Evangile.

26. J'ai d'autant plus de plaisir à ouvrir ce débat qu'il me fournit l'occasion de souhaiter la bienvenue à la Guyane, dont je salue l'entrée parmi nous non seulement en tant que pays voisin, mais aussi en tant que pays ami du Brésil. L'appartenance à cette communauté des Etats souverains du monde est un grand privilège et grâce aux efforts faits durant les sessions précédentes, un honneur accompagné d'avantages qui ne sont pas négligeables. Les Etats Membres n'ont cependant pas seulement des droits, mais aussi des devoirs. Le premier d'entre eux, bien entendu, est de respecter la Charte et d'en observer fidèlement la lettre et l'esprit, c'est-à-dire d'appliquer les règles du droit dans les relations internationales, d'accepter les décisions adoptées à la majorité par l'Assemblée générale ou ses commissions, de s'abstenir de toute forme d'agression contre d'autres pays et de suivre les règles de la courtoisie internationale dans les relations avec d'autres Etats. Si tous les Etats jouissent de droits égaux dans notre organisation, ils sont tous liés par des obligations analogues et par des règles de respect mutuel. Trop souvent dans le passé, notre assemblée a été le théâtre de récriminations acerbes, d'accusations amères souvent exprimées dans des termes regrettables. Je crois sincèrement que nous serons à même d'éviter cela à l'avenir. L'Assemblée générale est sans aucun doute l'instance compétente appelée à entendre des plaintes légitimes, à connaître de différends éventuels; c'est à elle que doivent s'adresser ceux qui veulent obtenir justice et réparation; mais nous ne devons jamais oublier que la concorde est notre objectif, que l'esprit de tolérance mutuelle doit nous inspirer constamment, que la raison, le droit et l'impartialité doivent être notre loi suprême. Il ne suffit pas de signaler les préjudices subis, il faut patiemment les réparer grâce aux efforts sincères de chacun d'entre nous. Pour nous, pour l'humanité et pour la postérité, cette organisation sera telle que nos efforts l'auront faite, par ce que nous lui donnons, et non par ce que nous lui demandons. De nombreux membres de cette grande communauté de nations ont donné librement et régulièrement leurs ressources, leurs efforts, leur loyauté, le sang de leurs fils à notre organisation. Honneur leur soit rendu, et qu'ils soient un exemple et une inspiration pour nous tous. La loyauté, la bonne foi, le dévouement au bien commun, la tolérance et le respect mutuel sont les conditions nécessaires au succès de notre entreprise. Si nous échouons, nous aurons trahi l'espoir le plus grand, et peut-être le dernier, de l'humanité, d'une coexistence pacifique entre les fils d'Adam, et nous saurons que la malédiction de Caïn pèse encore sur nous; si nous réussissons, et



nous devons réussir, ce sera par un travail lent et patient, mais nous saurons qu'un jour nos enfants, et les enfants de nos enfants, pourront vivre dans la paix et le bien-être sous des cieux qui ne porteront plus la menace quotidienne d'un anéantissement brutal sur une terre que leur labeur aura rendue fertile et d'où progressivement, avec la grâce de Dieu, la pauvreté, la douleur et la violence seront bannies.

27. M. GOLDBERG (Etats-Unis d'Amérique) [traduit de l'anglais]: Au moment où l'Assemblée générale se réunit pour sa vingt et unième session, ma délégation, comme toutes les autres délégations, est consciente des grandes responsabilités que nous partageons tous dans les travaux de cette organisation mondiale. Je suis certain que nul ne ressent ces responsabilités davantage et plus profondément que le Secrétaire général U Thant. Depuis cinq ans, il s'est acquitté de ses fonctions avec distinction et efficacité. Or, sa mission est la plus difficile qui soit au monde. Nous savons combien il a dû mettre de dévouement désintéressé et d'énergie au service de la communauté mondiale et nous comprenons parfaitement que le fardeau qu'il a porté l'ait incité à ne pas solliciter un second mandat.

28. Mais les Nations Unies ont besoin de lui. Elles ont besoin de lui en tant que personne; elles ont besoin de lui en tant que Secrétaire général, qui conçoit sa mission dans l'esprit véritable de la Charte, qui considère son poste comme un organe important des Nations Unies conférant à celui qui l'occupe le pouvoir d'agir avec initiative et efficacité. Les membres de cette organisation, dans leur diversité et malgré leurs divergences, s'unissent pour lui faire confiance. Son départ, à ce moment crucial de la vie du monde et des Nations Unies, serait une grave perte aussi bien pour notre organisation que pour la cause de la paix entre les nations.

29. Nous exprimons une fois de plus notre espoir fervent qu'il répondra au vœu unanime des Membres de cette organisation et acceptera que son mandat soit prolongé. Une telle décision serait pour chacun de nous un nouvel encouragement à affronter les nombreux et importants problèmes inscrits à notre ordre du jour.

30. Les peuples du monde attendent de l'Organisation des Nations Unies qu'elle trouve une solution à ces problèmes. Pour les aider à surmonter leurs difficultés propres et à réaliser leurs aspirations, ils ont foi en notre organisation. Ce ne sont pas des vœux pieux, mais des résultats concrets qu'ils attendent de nous: ils souhaitent que nous aboutissions à des accords, que nous mettions fin aux guerres ou que nous les empêchions, que nous rédigeons des traités, que nous mettions en œuvre des programmes de coopération, tous résultats qui permettraient à l'humanité d'accomplir quelques progrès — mais des progrès immenses — vers la réalisation des objectifs de la Charte que nous nous sommes tous fixés.

31. C'est dans cet espoir que les Etats-Unis ont examiné la contribution qu'ils pourraient apporter dans cette discussion générale afin d'améliorer les perspectives de parvenir au cours de la présente session à ces résultats fructueux. Nous avons conclu qu'au lieu de passer en revue les nombreuses questions

inscrites à l'ordre du jour auxquelles nous attachons de l'importance, nous pouvions jouer un rôle plus utile en nous concentrant sur les graves dangers qui menacent actuellement la paix en Asie — je songe en particulier à la guerre au Viet-Nam — en traitant le sujet d'une manière constructive et positive.

32. Le conflit du Viet-Nam est avant tout un problème asiatique, les tragédies et les souffrances qu'il entraîne atteignant avant tout les populations directement en cause. Mais ses répercussions se font sentir dans le monde entier. Il empêche de nombreuses nations, dont la mienne, de consacrer leur énergie à des entreprises urgentes et constructives. Comme le Secrétaire général l'a dit dans sa déclaration du 1er septembre, c'est "une cause de grave inquiétude et qui ne peut manquer d'être une source d'anxiété plus grande encore, non seulement pour les parties directement en cause et pour les grandes puissances, mais aussi pour les autres Membres de l'Organisation" [A/6400].

33. Mon gouvernement reste déterminé à user de tous les moyens pour limiter la guerre, et à faire tous les efforts possibles pour mettre fin au plus tôt au conflit. Les éléments essentiels du conflit vietnamien peuvent être brièvement exposés comme suit:

34. Aujourd'hui, le Viet-Nam reste divisé par la ligne de démarcation convenue à Genève en 1954<sup>2/</sup> et séparant, respectivement, au nord et au sud de cette ligne, le Viet-Nam du Nord du Viet-Nam du Sud. Si provisoire qu'elle soit, en attendant une décision sur une réunification pacifique du Viet-Nam par la voie de l'autodétermination, ce n'en est pas moins une réalité politique de la communauté internationale.

35. L'Accord de Genève qui a établi la ligne de démarcation va si loin dans sa prohibition de l'emploi de la force qu'il interdit toute ingérence militaire de quelque sorte que ce soit par une partie dans les affaires de l'autre. Il interdit même aux civils de franchir la zone démilitarisée. En 1962, à la Conférence de Genève<sup>3/</sup>, les infiltrations à travers le Laos ont été également interdites. Mais, en dépit de ces dispositions, le Viet-Nam du Sud est déjà depuis sept ans en butte aux attaques de forces dirigées et équipées par le Nord et renforcées par des unités régulières — à l'heure actuelle, quelque 17 régiments ont été identifiés — de l'armée nord-vietnamienne. L'un des objectifs manifestes de cette attaque est d'imposer à la population du Viet-Nam du Sud un système qu'elle n'a choisi par aucun processus pacifique.

36. Il convient d'observer que cette attaque pénétrée par le Viet-Nam du Nord viole non seulement la Charte des Nations Unies, mais aussi les termes de la résolution 2131 (XX) de l'Assemblée générale, adoptée à l'unanimité en décembre dernier et intitulée "Déclaration sur l'inadmissibilité de l'intervention dans les affaires intérieures des Etats et la protection de leur indépendance et de leur sou-

<sup>2/</sup> Voir Accords sur la cessation des hostilités en Indochine, signés le 20 juillet 1954.

<sup>3/</sup> Conférence pour le règlement de la question du Laos, tenue à Genève du 16 mai 1961 au 23 juillet 1962.

veraineté". Cette résolution stipule notamment, au paragraphe 1 de son dispositif:

"Aucun Etat n'a le droit d'intervenir, directement ou indirectement, pour quelque raison que ce soit, dans les affaires intérieures ou extérieures d'un autre Etat."

De plus, selon le paragraphe 2 du dispositif de la même résolution:

"Tous les Etats doivent aussi s'abstenir d'organiser, d'aider, de fomenter, de financer, d'encourager ou de tolérer des activités armées subversives ou terroristes destinées à changer par la violence le régime d'un autre Etat, ainsi que d'intervenir dans les luttes intestines d'un autre Etat."

Il serait difficile de décrire avec plus d'exactitude ce que le Viet-Nam du Nord fait actuellement, et ce depuis des années, au Viet-Nam du Sud. Il ne fait pas de doute que l'interdiction de l'emploi de la force et de la subversion tant par cette résolution que par la Charte elle-même doit s'appliquer intégralement aux lignes internationales de démarcation qui ont été tracées en vertu d'accords internationaux solennellement conclus. Cela est particulièrement vrai non seulement dans le cas du Viet-Nam, mais également dans celui de tous les Etats divisés où le recours à la force entre parties séparées peut entraîner des conséquences à très longue portée. De plus, les accords internationaux solennellement conclus et plus précisément les Accords de Genève interdisent de façon explicite le recours à la force en tant que moyen de réunifier le Viet-Nam.

37. C'est à cause des tentatives visant à renverser par la violence la situation au Viet-Nam et en raison des conséquences lointaines qui s'ensuivraient dans d'autres pays que les Etats-Unis et d'autres pays ont répondu aux appels du Viet-Nam du Sud qui demandait une assistance militaire. En accordant cette assistance, nous avons strictement limité nos objectifs. Nous ne nous sommes pas lancés dans une guerre sainte contre le communisme; nous ne cherchons pas à établir un empire américain ou une sphère d'influence en Asie. Nous ne cherchons pas non plus à créer des bases militaires permanentes, ni à installer là-bas en permanence des troupes américaines; nous ne voulons ni alliances permanentes ni présence américaine permanente, de quelque nature qu'elle soit, au Viet-Nam du Sud. Nous ne désirons nullement imposer au Viet-Nam du Sud une politique d'alignement. Nous ne cherchons pas non plus à renverser par la force le Gouvernement du Viet-Nam du Nord. Nous n'entendons porter le moindre préjudice à la Chine continentale ni menacer aucun de ses intérêts légitimes. Nous ne demandons pas au Viet-Nam du Nord de capituler sans conditions; nous ne lui demandons pas davantage de renoncer à quoi que ce soit qui lui appartienne. Nous ne cherchons pas non plus à exclure un secteur quelconque de la population du Viet-Nam du Sud d'une participation pacifique à l'avenir de son pays.

38. Permettez-moi de définir brièvement mais nettement nos objectifs. Nous voulons une solution politique et non une solution militaire à ce conflit. Je répète: nous recherchons une solution politique et

non une solution militaire à ce conflit. Mais nous ne reconnaissons pas pour autant au Viet-Nam du Nord le droit d'imposer une solution militaire. Nous nous efforçons d'assurer à la population du Viet-Nam du Sud le même droit de libre détermination dans le choix de son propre destin politique, sans contrainte aucune, droit que la Charte des Nations Unies reconnaît à tous les peuples. Nous croyons que la réunification du Viet-Nam devrait résulter du libre choix de tous ses habitants, tant du Nord que du Sud, sans ingérence extérieure, et nous sommes pleinement disposés à appuyer les résultats d'un tel choix.

39. Tels sont nos buts positifs. Nous savons fort bien quelle est l'attitude déclarée de Hanoi et nous en avons étudié les éléments de la manière la plus attentive. Mais aucune divergence de vues ne peut être réglée sans qu'il y ait contacts, discussions ou négociations. Pour notre part, depuis longtemps nous sommes disposés à négocier sans aucune condition préalable et nous y sommes toujours disposés. Nous sommes prêts à négocier sur les quatre points d'Hanoi, ainsi que tous autres points que d'autres parties pourraient proposer. Nous sommes prêts à négocier un règlement fondé sur la stricte application des Accords de Genève de 1954 et de 1962, qui a été demandée par les pays du Pacte de Varsovie dans leur récent communiqué de Bucarest<sup>4/</sup>. Nous sommes favorables à une nouvelle convocation de la Conférence de Genève ou de toute autre conférence asiatique, comme de toute autre réunion qui soit généralement acceptable. Mais, en même temps, nous avons longuement réfléchi et nous nous sommes demandé si l'absence d'accord sur les objectifs de paix a été l'unique obstacle à l'ouverture de négociations. Nous savons que certains affirment qu'il existe d'autres obstacles et, à cet égard, j'aimerais vous soumettre ici trois propositions. On dit tout d'abord que le bombardement par les Etats-Unis constitue un obstacle. Permettez-moi de vous rappeler que, pendant cinq ans, nous nous sommes abstenus de bombarder le Viet-Nam du Nord, et que, pendant cette période, nous avons assisté à des infiltrations toujours croissantes en provenance du Viet-Nam du Nord en violation des Accords de Genève. Au cours de ces cinq années, il n'y avait au Viet-Nam aucune force militaire des Etats-Unis; au cours de ces cinq années, des efforts constants ont été déployés en vue d'aboutir à une solution pacifique. Permettez-moi également de rappeler qu'à deux reprises auparavant, nous avons interrompu nos bombardements, dont une fois pendant 37 jours, sans qu'il y ait eu la moindre réciprocité de la part de l'autre partie, sans que celle-ci ait manifesté la moindre volonté de négocier. Qu'il me soit néanmoins permis de dire qu'à cet égard les Etats-Unis sont une fois de plus disposés à faire le premier pas. Nous sommes prêts à ordonner la cessation de tous bombardements du Viet-Nam du Nord dès que nous aurons reçu des assurances, privées ou autres, que cette mesure aura pour prompt contrepartie une interruption semblable et parallèle de l'autre côté. C'est pourquoi nous demandons devant cette assemblée que les questions suivantes soient posées au Gouver-

<sup>4/</sup> Ce communiqué a été publié à l'issue de la Conférence du Comité politique consultatif des Etats membres du Traité de Varsovie, qui s'est tenue du 4 au 6 juillet 1966.

nement d'Hanoi et nous sommes disposés à recevoir soit une réponse privée, soit une réponse publique. Est-ce que, dans l'intérêt de la paix, et répondant à une interruption préalable du bombardement du Viet-Nam du Nord par les Etats-Unis, le Gouvernement d'Hanoi est prêt à prendre en temps voulu des mesures parallèles pour réduire ses propres activités militaires contre le Viet-Nam du Sud ou pour y mettre un terme?

40. On dit qu'un autre obstacle est la conviction du Viet-Nam du Nord ou sa crainte que les Etats-Unis aient l'intention d'établir une présence militaire permanente au Viet-Nam. Cette crainte est absolument sans fondement. Les Etats-Unis restent disposés à retirer leurs forces si d'autres retirent les leurs afin que la paix puisse être rétablie au Viet-Nam du Sud. Les Etats-Unis sont en faveur de la création d'un organisme international, relevant ou non des Nations Unies, qui contrôlerait efficacement le retrait des forces armées. Nous demandons donc que la question suivante soit également posée à Hanoi: Le Viet-Nam du Nord est-il disposé à accepter l'établissement d'un calendrier pour un retrait contrôlé et par étapes de toutes les forces extérieures au Viet-Nam du Sud, celles du Viet-Nam du Nord aussi bien que celles des Etats-Unis et des autres pays qui aident le Viet-Nam du Sud?

41. On dit enfin qu'un autre obstacle réside dans le désaccord au sujet de la participation du Vietcong aux négociations. Certains déclarent que, quelles que soient les divergences sur la question de savoir qui a autorité sur le Vietcong, celui-ci constitue une force combattante et, comme telle, devrait participer aux négociations. Notre point de vue à ce sujet a été exposé par le président Johnson il y a quelque temps lorsqu'il a dit clairement que, pour ce qui nous concerne, cette question ne constituerait pas un problème insurmontable. En conséquence, nous invitons les autorités d'Hanoi à examiner si cet obstacle aux négociations n'est pas plus imaginaire que réel.

42. Nous soumettons ces propositions aujourd'hui dans l'intérêt de la paix en Asie du Sud-Est. D'autres propositions peuvent être présentées. Notre attitude n'est pas plus inflexible aujourd'hui qu'hier; mais nous estimons que, quelle que soit la méthode qui l'emporte finalement, cela ne saurait être celle qui consiste simplement à vitupérer à propos de ce qui se passe au Viet-Nam et à demander à une partie d'arrêter ses opérations tout en encourageant l'autre partie. Une telle attitude ne pourrait que retarder le rétablissement de la paix que nous désirons tous et que nous espérons avec ferveur. La seule formule possible de règlement devrait tenir compte des intérêts fondamentaux de toutes les parties en cause. C'est dans cet esprit que nous accueillerions favorablement l'examen de cette question soit par le Conseil de sécurité où les Etats-Unis l'ont eux-mêmes soulevée, soit par l'Assemblée générale, et nous sommes prêts à y prendre part. Nous prions instamment toute personne ou tout organe, le Secrétaire général ou un membre quelconque des Nations Unies dont l'influence pourrait aider à résoudre ce problème, à prendre une initiative. Chacun des Membres des Nations Unies a le devoir d'user de son pouvoir

et de son influence en faveur de la paix, et plus grands sont ce pouvoir et cette influence, plus impérieux est ce devoir.

43. Je passe maintenant à un autre problème qui est lié en partie au premier, celui de savoir comment faciliter l'établissement des relations constructives entre le continent chinois, avec ses 700 millions d'habitants, et le monde extérieur. La façon dont ce peuple nombreux, actif et doué utilise tant d'énergies dans des manifestations de xénophobie, par exemple les activités surprenantes, inexplicables et alarmantes des gardes rouges, sa politique officielle et sa doctrine tendant à encourager la révolution et la subversion dans le monde entier sont parmi les phénomènes les plus préoccupants de notre époque. Parmi les éléments essentiels du rétablissement de la paix en Asie, il y a sûrement la réconciliation entre les nations qui s'appellent elles-mêmes maintenant ennemies, et plus précisément l'existence d'une Chine continentale pacifique.

44. Qu'il me soit permis d'affirmer sans équivoque devant cette assemblée que la politique des Etats-Unis n'est pas d'isoler la Chine communiste du reste du monde. Au contraire, nous nous sommes efforcés de limiter les zones d'hostilités et d'ouvrir la voie au rétablissement de nos relations amicales traditionnelles avec le grand peuple chinois. Nos efforts à cette fin ont pris de nombreuses formes. Depuis 1955, des représentants des Etats-Unis ont tenu 131 réunions diplomatiques bilatérales à Genève, et plus tard à Varsovie, avec des émissaires de Pékin. Nous nous sommes efforcés sans succès d'ouvrir de nombreuses voies officielles de communication avec la Chine continentale. Nous avons indiqué avec la plus grande clarté que nous n'avions pas l'intention d'attaquer, d'envahir, ou de tenter de renverser le régime actuel de Pékin. Nous avons exprimé l'espoir de voir les représentants de Pékin se joindre à nous et à d'autres dans des négociations importantes sur le désarmement, l'interdiction des expériences nucléaires et la prolifération des armes nucléaires.

45. Cependant, la communauté internationale, si elle est fidèle à la Charte et à nos résolutions, ne peut accepter la doctrine et la politique de Pékin consistant à intervenir par la violence et à provoquer la subversion dans d'autres pays, que ce soit sous la forme de prétendues guerres de libération nationale menées contre des pays indépendants ou que ce soit sous d'autres prétextes. Une telle intervention ne trouve aucune justification dans la Charte des Nations Unies ni dans les résolutions de l'Assemblée générale. Pourtant, des douzaines de pays représentés dans cette assemblée ont subi l'effet direct de ces activités illégales. C'est à la lumière de ces faits et avec l'ardent désir de voir s'établir un climat meilleur que les Etats-Unis ont examiné soigneusement les questions que pose l'absence de représentants de Pékin aux Nations Unies.

46. Deux faits importants ont une incidence sur cette question et sur l'attitude de mon pays devant toute tentative de solution. Tout d'abord, la République de Chine, à Taiwan, est un membre fondateur des Nations Unies et ses droits sont évidents. Les Etats-Unis s'opposeront résolument à toute tenta-

tive visant à exclure les représentants de la République de Chine des Nations Unies afin de les remplacer par des représentants de la Chine communiste. Le second fait est que la Chine communiste, contrairement à tout autre Etat dans l'histoire de notre organisation, a posé des conditions spéciales et extraordinaires à son consentement à entrer aux Nations Unies. Outre l'expulsion de la République de Chine, elle a demandé que l'Organisation se transforme et se détourne des objectifs de la Charte, et certaines de ses demandes ont été faites hier seulement.

47. Quelle peut être la raison de cette attitude? Nous ne pouvons pas la connaître avec certitude; mais nous savons qu'elle inspire des dirigeants dont le programme avoué est la transformation du monde par la violence et qui proclament ouvertement leur hostilité à toute discussion portant sur un règlement pacifique au Viet-Nam. Il semble aussi que ces dirigeants désirent isoler leur pays du monde et se tenir à l'écart des Nations Unies qu'ils ne peuvent transformer ou diriger. En fait, ils ont amené leur pays à un degré d'isolement qui est unique dans le monde d'aujourd'hui, un isolement non seulement des Etats-Unis et de leurs amis et alliés, mais aussi de la plus grande partie du monde non aligné et même de la plupart des nations communistes. Nombreux sont les pays — et non pas seulement les Etats-Unis — qui ont cherché à établir de meilleures relations et qui ont été repoussés.

48. A ce moment de l'histoire, par conséquent, à la question fondamentale touchant aux relations entre la Chine communiste et les Nations Unies, seuls les dirigeants de Pékin peuvent donner une réponse. Et je pose la question: ces dirigeants s'abstiendront-ils de présenter des conditions nettement inacceptables? Sont-ils prêts à assumer les obligations de la Charte des Nations Unies et, notamment, l'obligation fondamentale imposée par la Charte de s'abstenir de recourir à la force ou à la menace de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat?

49. Le monde et mon gouvernement écouteront d'une oreille fort attentive ce qui pourra être dit en réponse à ces questions. Nous espérons que cette réponse nous parviendra rapidement; le plus tôt sera le mieux. Comme beaucoup d'autres Etats Membres, les Etats-Unis ont, par tradition, des sentiments très amicaux envers le grand peuple chinois et ils espèrent que le moment viendra bientôt où ce peuple apportera sa contribution à la communauté mondiale au lieu de la mettre en danger et où, dans l'esprit de la Charte, il se déclarera prêt "à pratiquer la tolérance, à vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage".

50. J'ai traité longuement de ces questions importantes et épineuses concernant l'Asie, car leur portée dépasse de beaucoup le cadre régional. Un progrès dans la voie d'une solution améliorerait évidemment l'atmosphère des relations internationales dans le monde entier. Les Nations Unies pourraient alors prendre un nouveau départ, consacrer leurs efforts avec une énergie accrue aux grandes tâches de réconciliation et de construction pacifique qui nous attendent dans toutes les parties du monde.

51. Sans aucun doute, la construction pacifique est nécessaire avant tout dans les régions les moins développées. Elle est nécessaire dans le Sud-Est asiatique qui est aujourd'hui une région de conflit, mais aussi de vastes ressources inexploitées, et mon pays est prêt à apporter une contribution très substantielle à la mise en valeur de toute la région, y compris le Viet-Nam du Nord. Elle est nécessaire dans l'hémisphère occidental où, conformément aux principes audacieux de l'Alliance pour le progrès, les Etats de l'Amérique latine entreprennent déjà la mise en œuvre d'un plan pacifique de développement économique et social.

52. Il n'y a pas, en vérité, de régions où les tâches de développement économique soient plus importantes que sur le continent africain, représenté ici par les délégués de 37 nations. En mai dernier, commémorant l'anniversaire de la création de l'Organisation de l'unité africaine, le Président a suggéré les moyens par lesquels les Etats-Unis, en qualité d'amis de l'Afrique, pourraient aider à la solution de quelques-uns des principaux problèmes économiques de ce continent. Nos efforts dans ce domaine entrent maintenant dans une nouvelle phase et nous commençons à mettre en œuvre les recommandations d'un comité spécial chargé d'examiner la participation des Etats-Unis aux programmes tant bilatéraux que multilatéraux de développement en Afrique.

53. L'aspect économique n'est cependant pas le seul. Le temps n'est plus où soit la paix, soit le progrès matériel pouvaient être fondés sur la domination d'un peuple, d'une race ou d'un groupe par un autre peuple, une autre race ou un autre groupe. Cependant, les tentatives dans ce sens, et seulement dans ce sens, se poursuivent aujourd'hui dans le Sud de l'Afrique. Le résultat en est qu'il existe dans cette partie du monde un réel et grave danger pour la paix.

54. Mon gouvernement a des opinions très fermes en la matière. Nous ne sommes pas et nous ne serons jamais prêts à admettre un gouvernement de minorité en Rhodésie du Sud. L'objectif que nous poursuivons pour ce qui est de ce pays continue d'être celui que nous avons énoncé en mai dernier: ouvrir pleinement l'accès au pouvoir et à la responsabilité de la direction de la nation à toute la population de la Rhodésie et non pas seulement à 6 p. 100 de cette population<sup>5/</sup>.

55. Nous ne saurions jamais non plus admettre une situation comme celle qui existe dans le Sud-Ouest africain, où une race maintient l'autre dans un état de sujétion intolérable sous le couvert de l'appellation trompeuse d'apartheid. "La décision que la Cour internationale de Justice a prise en refusant d'aborder au fond la question du Sud-Ouest africain est des plus décevantes. Mais ce n'est pas uniquement d'elle que dépend l'application du droit à cette question. Dans son comportement, l'Afrique du Sud doit continuer à se conformer à certaines obligations, réaffirmées par des avis consultatifs antérieurs de la Cour qui n'ont rien perdu de leur autorité. Aux termes de ces avis, l'Afrique du Sud ne peut modifier le statut international du territoire

<sup>5/</sup> Voir Weekly Compilation of Presidential Documents (Office of the Federal Register, Washington [D.C.]), vol. 2, No 21, 30 mai 1966.



sans le consentement des Nations Unies; elle reste également tenue d'accepter la surveillance des Nations Unies, de communiquer des rapports annuels à l'Assemblée générale et d'accroître, par tous les moyens en son pouvoir, le bien-être matériel et moral ainsi que le progrès social des habitants."

56. Ce n'est pas le moment pour l'Afrique du Sud de se retrancher derrière un argument technique que la Cour internationale de Justice a invoqué sans examiner l'affaire au fond. Il est plus que temps; il est vraiment plus que temps, que l'Afrique du Sud accepte les obligations qui lui incombent à l'égard de la communauté internationale en ce qui concerne le Sud-Ouest africain. Si elle persiste à enfreindre ses obligations manifestes envers la communauté internationale, toutes les nations, y compris la mienne, devront inévitablement tenir compte de pareille attitude dans leurs rapports avec ce pays.

57. Nombre d'autres questions importantes vont retenir notre attention au cours de la présente session de l'Assemblée générale. Les plus importantes d'entre elles seront les questions du désarmement et du contrôle des armements; les plus urgentes sont la conclusion d'un traité empêchant la prolifération des armes nucléaires, et l'extension du Traité d'interdiction partielle des essais<sup>6/</sup>. Les divergences qui subsistent encore peuvent et doivent être résolues dans un esprit de concessions mutuelles.

58. Enfin, je voudrais dire quelques mots d'une autre question qui préoccupe beaucoup les Nations Unies et mon pays; il s'agit du projet de traité régissant l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes. De grands progrès ont été effectués dans les négociations consacrées à cet important traité, mais plusieurs problèmes restent à régler. L'un d'eux a trait aux rapports que doivent faire les puissances spatiales sur leurs utilisations des corps célestes. Le deuxième porte sur l'accès, pour les puissances spatiales, aux installations des autres puissances spatiales sur des corps célestes. Sur ces deux points, les Etats-Unis, à la dernière réunion du Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, et également au Comité, ont fait des propositions de compromis importantes, afin d'aboutir rapidement à un accord.

59. Malheureusement, et à notre grand regret, l'Union des Républiques socialistes soviétiques n'a pas répondu de manière positive à ces propositions. Bien au contraire, elle a insisté encore sur un autre point: une clause exigeant que les Etats qui permettent l'utilisation de leurs installations de poursuite par un autre pays mettent ces mêmes installations à la disposition de tous les autres, sans réciprocité et sans tenir compte des désirs de l'Etat qui accorde ces facilités. L'obligation proposée par l'Union des Républiques socialistes soviétiques, comme cela est apparu au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, a été jugée inacceptable par de nombreux pays participant à nos négociations, et n'a été

soutenue que par un très petit nombre d'Etats de l'Europe de l'Est. Les moyens de poursuite, comme nos discussions l'ont montré, doivent faire l'objet de négociations et d'accords bilatéraux. Les Etats-Unis ont eu des discussions sur ce point et sont parvenus à conclure de tels accords avec un certain nombre de pays, sur la base d'engagements réciproques et d'avantages communs. La France et l'Organisation européenne de recherches spatiales ont également constitué sur une base analogue de vastes réseaux de poursuite. Par conséquent, il appartient à l'Union soviétique et à toutes autres puissances spatiales, sans que mon gouvernement y voit d'objection, de procéder exactement de la même manière.

60. Je voudrais souligner aujourd'hui l'intérêt que porte mon gouvernement à la coopération internationale fondée sur des avantages mutuels dans le contrôle des vecteurs spatiaux; je me permettrai de faire une proposition pour aider à résoudre ce différend. Si l'Union soviétique veut établir une installation de poursuite à partir du territoire des Etats-Unis, nous sommes disposés, pour notre part, à examiner avec les représentants soviétiques les conditions techniques et autres, afin d'arriver à un accord mutuellement profitable; nos savants et nos spécialistes peuvent se réunir sans délai pour étudier les possibilités à cette fin.

61. En vérité, le traité sur l'espace extra-atmosphérique est trop important et trop urgent pour souffrir des retards. Ce traité nous offre la possibilité d'établir, dans le domaine illimité de l'espace hors de notre planète, le règne de la paix et du droit avant que la course aux armements ne l'atteigne. Ce traité est d'autant plus urgent que l'homme a fait récemment des progrès considérables dans la conquête de la Lune. Maintenant, la plus grande partie des négociations ont été menées à bien. Nous avons adopté des dispositions importantes, définissant notamment les principales obligations en ce qui concerne le contrôle des armes. Nous devrions continuer à régler les questions secondaires en suspens dans un esprit de conciliation et de compréhension afin que l'Assemblée générale puisse adopter avant la fin des travaux de la présente session un traité entièrement mis au point.

62. Je terminerai en exprimant l'espoir sincère que les paroles prononcées par le représentant des Etats-Unis aujourd'hui sur toutes ces questions contribueront à l'adoption de mesures concrètes pour l'établissement de la paix dans un monde meilleur.

63. Nous connaissons les difficultés qui existent, mais nous ne sommes pas découragés. Au cours des 21 années agitées qui se sont écoulées depuis que la Charte est entrée en vigueur, nous, Membres des Nations Unies, avons dû faire face à des conflits au moins aussi graves et difficiles que ceux qui se posent à nous aujourd'hui. On a souvent dit que l'Organisation des Nations Unies était vouée à l'échec. Mais toutes ces prophéties ont été démenties par les faits. Même les problèmes les plus graves n'ont pu venir à bout de notre organisation, et ce ne sera pas le cas non plus dans l'avenir. Elle a grandi et s'est acquis le respect de tous en faisant face aux problèmes les plus ardues et en les attaquant de front.

<sup>6/</sup> Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, signé à Moscou le 5 août 1963.

64. Il n'y a d'autre procédé magique aux Nations Unies que celui que nous, les Membres, leur apportons. Et ce procédé est simple: la conscience irréductible d'appartenir à une même humanité et par conséquent notre détermination à vouloir la paix sans lesquelles ces grands bâtiments ne seraient que des coquilles vides. Mais avec cette conscience et cette détermination, nous disposons ici de l'instrument le plus efficace qui ait jamais été créé par l'homme pour résoudre les conflits et construire l'avenir meilleur auquel aspire le genre humain tout entier.

65. Les Nations Unies vivront. Nous, leurs Membres, nous devons tout faire et nous ferons tout pour qu'elles vivent et prospèrent; et, quelles que soient les difficultés auxquelles nous aurons à faire face, nous ferons en sorte que les objectifs de paix de l'Organisation deviennent de plus en plus une réalité.

66. M. BINDZI (Cameroun): Je voudrais tout d'abord, Monsieur le Président, vous présenter au nom de la délégation du Cameroun mes chaleureuses félicitations à l'occasion de votre brillante élection à la présidence de la vingt et unième session de l'Assemblée. Je m'en réjouis d'autant plus que j'ai le privilège de vous connaître depuis un certain nombre d'années, au cours desquelles, comme d'autres, j'ai eu le plaisir d'admirer votre haute intelligence, la puissance de votre imagination et de votre analyse rigoureuse, votre esprit de synthèse et votre génie du compromis, toutes qualités qui vous prédisposaient tout naturellement à affronter les tâches qui vont être les vôtres lors de l'examen des questions inscrites à l'ordre du jour de cette session. Nul doute qu'armé comme vous l'êtes vous saurez conduire nos travaux à des solutions constructives et acceptables pour tous, et ce dans la justice, l'équité et le bon droit.

67. Ma délégation voudrait également dire toute sa joie de voir notre assemblée accueillir en son sein un nouveau membre, la Guyane, pays multiracial et naguère agité, qui vient d'accéder à l'indépendance dans l'allégresse et l'unanimité de ses fils. Nous lui souhaitons de conserver cette unanimité afin de pouvoir travailler — l'indépendance n'étant qu'un début et un moyen — dans la concorde et la paix à son plein épanouissement et afin d'apporter par ailleurs dans cette assemblée, avec sa jeunesse, une vitalité nouvelle, enrichissante pour notre organisation.

68. Permettez moi de célébrer une autre entrée dans cette enceinte: la rentrée de l'Indonésie. J'aurai été vraiment gâté à l'occasion de mon premier retour aux Nations Unies. J'étais ici, j'ai vu partir l'Indonésie avec tristesse, comme, j'en suis sûr, tous ceux qui étaient là. Autant nous avons regretté ce départ, autant ce retour nous comble de satisfaction.

69. La réunion annuelle de l'Assemblée générale est, pour les Etats ici représentés — en réalité presque la totalité du genre humain contemporain — l'occasion de faire le point des relations de notre société, c'est-à-dire considérer leur évolution au cours de l'intervalle séparant deux sessions, en évaluer les causes de tension et rechercher les moyens propres à assurer à la communauté internationale

des conditions de coexistence et de coopération bénéfiques à tous, comme le veut et y tend notre charte. Pour cela, il faut que chacun de nous aborde cette tribune dans le but d'y venir exposer la vie dans la partie du monde de son ressort, comme l'a fait excellemment ici hier le Président de la République des Philippines [1411ème séance], comme dans la fable intitulée "Les animaux malades de la peste", sans l'hypocrisie des personnages, et avec au fond l'intention pure du fabuliste La Fontaine.

70. C'est l'évidence même que cette assemblée se retrouve constamment depuis quelques années, à chaque ouverture de session, sous l'emprise d'une crise. Disons même, pour être plus exacts, qu'elle souffre de crises à l'état endémique. Certes, toutes ne se ressemblent pas et n'accusent guère le même degré d'intensité.

71. Il y a un an, nous fêtons le vingtième anniversaire de la création de l'Organisation des Nations Unies. A la célébration combien solennelle de cet événement, toutes les bonnes volontés de la terre escomptaient — et ma délégation avait eu la candeur, à San Francisco, de le souhaiter à haute voix — la renaissance de notre organisation, sa rénovation, la soumission de tous à la Charte, l'aspiration déterminée de chacun à la paix par le respect de la souveraineté d'autrui, l'acceptation par tous d'appliquer honnêtement et sans arrière pensée les résolutions communes, l'engagement au respect du droit et de la justice.

72. Au lieu de cela, que voyons nous? Nous assistons à une inquiétante et progressive détérioration des relations entre Etats, à une exacerbation des frictions et des conflits, à la recrudescence de la violence, et, pis que cela même, à son apologie, presque à un reniement du droit jusque, hélas, dans les institutions internationales communément et laborieusement édifiées pour dire et défendre la justice.

73. Et ceci, partout dans le monde. Pour ne froisser personne, il me suffira d'évoquer brièvement l'actualité dans mon continent d'origine, l'Afrique où, à tout prendre, n'existe pas de foyer de guerre chaude malgré les forces malfaisantes qui s'acharnent à y trouver un champ favorable à toutes les aventures. Ce continent qui est celui qui a connu au cours de l'histoire les plus grands traumatismes, les plus blessantes humiliations, qui ne peut compter ses périodes d'invasion et d'esclavage, dont on a prélevé la crème de la race, dont on a exporté les plus résistants spécimens pour enrichir d'autres latitudes, cette Afrique-là qui s'est réveillée vaillamment à cru, à l'orée des années 1960, que se levait enfin l'aube des jours tranquilles à consacrer à son développement et à son épanouissement après la libération de la grande majorité de ses peuples. Elle se trompait. Dans l'intervalle de deux sessions, très peu de gouvernements parmi l'ensemble de ses Etats ne se sont sentis secoués ou menacés. Beaucoup, même parmi ceux que l'on présentait comme les plus solides, ont tremblé sur leurs bases et un grand nombre se sont écroulés. Il suffit d'en faire l'inventaire en parcourant la carte pour se convaincre de la situation d'instabilité généralisée qui prévaut. Non que les élites aient failli. Au contraire, il suffit de connaître, ou simplement de parcourir l'Afrique, pour faire la

différence entre les réalisations considérables obtenues en si peu d'années et la grande nuit de stagnation de l'occupation coloniale. Partout, et presque sans exception, les pouvoirs nationaux nouveaux ont compris leur devoir et pris résolument les voies et moyens pour la construction des Etats, malgré les difficultés, hélas colossales.

74. Certes, l'accession récente à l'indépendance comporte en elle-même des causes internes de désagrégation des ensembles nouvellement édifiés. Nous reconnaissons nos différences ethniques, linguistiques, l'impatience des masses à tout exiger et tout de suite, comme si Paris, selon le dicton, pouvait être construit chez nous en un jour, la soif de changement chez certaines élites, vite muée en soif de pouvoir tout court. Tout cela, nous le connaissons et ne l'oublions pas.

75. Le problème de fond est que l'Afrique a fait l'objet d'une offensive en règle de grande envergure tendant à remettre en cause la libération obtenue de haute lutte ces dernières années. En même temps, les derniers bastions du colonialisme et du racisme se sont raffermis comme par enchantement. Portugal et Afrique du Sud peuvent se lancer des oeilades de malicieuse satisfaction pour avoir pu tenir tête et braver victorieusement une réprobation qui n'avait d'universelle que la façade, mais qui comportait au dedans combien de complicités inavouées et puissantes!

76. Comment s'étonner qu'enhardi par cette conjoncture Ian Smith ait été gagné à l'exemple et édifie tranquillement, à l'abri de sanctions dont le Royaume-Uni a déclaré qu'elles lui seraient fatales une copie ne varietur du régime d'Afrique du Sud? L'embargo que l'Afrique a exigé a été écarté et contourné. Une contrebande maritime organisée s'est instituée. Où donc est le temps des expéditions maritimes? Peut-être le précédent des Etats-Unis devenus la très grande puissance qu'ils sont est-il l'élément décisif qui incite la prestigieuse marine du Royaume-Uni à ne se battre contre les Anglais rebelles d'outre-mer qu'à coups de porte-voix.

77. Même des organismes internationaux se sont mêlés à ce combat contre l'Afrique. Le 18 juillet 1966, la Cour internationale de Justice a rendu sa sentence sur le Sud-Ouest africain<sup>2/</sup>. La réprobation unanime qu'il a soulevé de par le monde et la jubilation qui a suivi en Afrique du Sud sont éloquentes et se passent de commentaires. Une saine justice n'est point dans l'exposé casuistique des arcanes du droit. Elle est dans l'accueil populaire et la conscience que la juste cause et le bon droit ont été défendus. En l'occurrence, le verdict peut se traduire de la façon suivante: "L'Ethiopie et le Libéria n'ont qu'à s'occuper de leurs oignons! L'Afrique du Sud a raison d'annexer le Sud-Ouest africain! Le mode d'administration est conforme à la Charte et répond à ses objectifs." Simplisme, diront les juristes! Je rétorque: traduction de subtilités dites scientifiques en réalités pratiques et concrètes. Il serait d'ailleurs facile sans être juriste de discuter le fondement juridique de l'arrêt. Car ce qui est en cause,

c'est l'avenir définitif de ce territoire, objet d'un mandat international et qui n'a jamais été partie intégrante de l'Union Sud-Africaine. Or, la Charte et la déclaration historique contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale ont prescrit l'octroi de l'indépendance à tous les pays et territoires encore dépendants. Comment cet avenir pourra-t-il être garanti par le verdict de La Haye?

78. Cet arrêt a démontré une fois pour toutes et le plus clairement qui soit, la crise de certains organes des Nations Unies. Voilà un organe dont le fondement est la Charte et qui rend un verdict contraire à cette charte! C'est bien simple: c'est le droit même qui est vicié et les mécanismes institués disent le "droit" pour lequel on les a créés. Le privilège de veto de certains membres du Conseil de sécurité répond à cette même éthique. Comment, dès lors, serait-il étonnant que les problèmes internationaux restent sans solution? Leur règlement n'est supposé équitable que s'il satisfait les seules grandes puissances. Tant pis s'il lèse les populations directement concernées. Cette singulière morale subjectiviste pourrait tenir en une phrase: "Tout est bien qui n'oppose pas les grandes puissances."

79. Je viens d'évoquer rapidement le côté négatif de l'actualité en Afrique. Il me serait aisé d'appliquer ce jugement à tout ce qui se passe ailleurs dans le monde. Pourquoi tant de pays divisés: Allemagne, Corée, Viet-Nam? Pourquoi ces points chauds latents? Les canons se taisent dès que les "Grands" ont trouvé un modus vivendi acceptable pour eux, même si les populations directement concernées souffrent le martyre; ils recommencent à tonner aussitôt que l'un des Grands n'y trouve plus son compte!

80. Cette situation explosive et dangereuse au plus haut point règle même le mécanisme de nos travaux et la vie de l'ONU. A tel point que le désarroi et la lassitude ont fini par gagner notre premier fonctionnaire, le Secrétaire général lui-même. Le monde entier a rendu hommage aux services éminents que lui doit l'Organisation. U Thant a su imprimer à son œuvre la marque ineffaçable de sa haute et particulière personnalité. Ma délégation s'associe en toute modestie à cette œuvre dont se souviendra longtemps la communauté internationale. Et elle regrettera comme toutes les délégations ici présentes le départ éventuel du Secrétaire général. C'est pourquoi elle associe sa voix à toutes celles qui se sont déjà exprimées pour lui demander instamment de rester à son poste. Il est vrai qu'il a déjà accepté un commencement de compromis, et nous en avons pris acte avec satisfaction.

81. Si cependant U Thant, à notre déception, demeurerait inébranlable, ma délégation souhaite de tout cœur que l'Organisation lui trouve un digne successeur. Mais en ce cas, elle met tout de suite en garde: les mêmes causes produiront toujours les mêmes effets. Un autre Secrétaire général, avec un tempérament différent et d'une façon non moins géniale avait déjà servi l'Organisation jusqu'à son sacrifice suprême: Dag Hammarskjöld, de regrettée mémoire. On ne peut s'empêcher de rapprocher ces deux fins de mandat et leur trouver quelque similitude: l'un succombe et l'autre s'en va. Dans les deux cas, c'est l'œuvre inachevée.

<sup>2/</sup> Voir Sud-Ouest africain, deuxième phase, Arrêt: C.I.J., Recueil 1966, p. 6.

82. Que la communauté internationale prenne vite conscience, sous peine de se leurrer, de cette usure des hommes pourtant parmi les plus doués. Si l'actuel Secrétaire général en est arrivé à la conclusion de son impuissance, il est difficile de croire, tant que la conjoncture et les mécanismes de l'ONU resteront ce qu'ils sont, qu'un successeur ne retrouvera pas, dressés inexpugnables devant lui, les mêmes obstacles.

83. Depuis plusieurs années, les petites et moyennes puissances n'ont cessé de dénoncer cette situation. A la conception d'une Organisation des Nations Unies, destinée à prévenir la guerre seulement entre les grandes puissances, doit succéder celle de prévenir la guerre tout court. Car la guerre commence toujours par les petits. En 1914, pour la première guerre mondiale, Saxe, Serbie, en 1939, Ethiopie et Espagne pour la seconde. C'est pourquoi ce qui se passe au Viet-Nam est dangereux et comporte un risque de guerre généralisée, comme l'a dit si bien le Secrétaire général: "La pression des événements mène inévitablement à une conflagration majeure, tandis que les efforts faits pour renverser cette tendance sont désastreusement lents." [A/6400.]

84. Certes, le perfectionnement de la science spatiale a-t-il apporté avec lui l'espionnage à ciel ouvert que constitue l'observation par les satellites: ce qui, de l'opinion des stratèges les plus qualifiés, éloigne le danger de la guerre totale. Mais le danger de l'escalade demeure réel tant il est vrai qu'il peut provoquer l'entraînement dans le conflit, et de la Chine toute proche, et de l'URSS pas très éloignée. Pendant ce temps et ce depuis 1939, le Viet-Nam, qu'il soit du Nord ou du Sud, est dans la guerre et subit son martyre. Il est évident qu'il ne doit cette situation qu'au fait d'être placé à proximité du géant qu'est la Chine. D'ailleurs, tous les petits pays situés dans l'orbite de cette dernière connaissent la même incertitude: Corée, Laos, Cambodge et les autres.

85. Ce qui importe donc pour l'Organisation des Nations Unies, c'est de renverser la tendance: adapter les structures afin de prévenir la guerre entre les petites puissances. Cela, c'est détruire le mal à la racine, extirper les causes de tentation d'intervention des grandes puissances, en bref, défendre ces dernières puissances contre elles-mêmes. Car le danger de la puissance et de la force réside dans le démon de l'expansion. La possession de la puissance engendre la propension à s'en servir. Otez l'occasion d'usage et l'arme peut être mise au rebut.

86. Ce n'est que dans cette atmosphère-là qu'il sera possible de parler de désarmement; l'Organisation des Nations Unies, redevenant dynamique et agissante et n'étant plus passive comme à présent, ayant imposé à tous l'inutilité de l'armement. Pourquoi les grandes puissances — puisqu'il ne s'agit que d'elles — désarmeraient-elles? Elles vivent en état de guerre perpétuel par le truchement de guerres localisées et interposées dans les petits pays. Alors, vive le perfectionnement continu et progressif des engins, puisque n'est pas exclu l'affrontement final à visage découvert. Il faut bien prévenir ce jour-là et entre-temps obliger l'adversaire à se découvrir davantage en présentant sur ces différents théâtres d'essai ces découvertes successives.

87. Quoi d'étonnant dès lors qu'à Genève, les diplomates se rencontrent et "causent" interminablement, cependant qu'ailleurs, ici et là, la mitraille refait surface et sème la mort. C'est certainement un grand tort pour certains de minimiser ces guerres dites "petites". Elles sont la manifestation sporadique et localisée d'une tension plus grande et d'une psychose plus dangereuse qui se traduit ailleurs par la course aux armements, par les expériences nucléaires et thermonucléaires. Cette compétition-là, en vertu du traité de Moscou, est maintenant passée, de l'atmosphère, sous terre et dans les laboratoires. Est-il donc plus rassurant de savoir que notre atmosphère est moins polluée? Point du tout, les officines préparent le rayon de la mort. Nous vivons donc toujours en perpétuel sursis, à la merci d'un incident qui peut faire se déclencher l'instant de la destruction de la terre. Il y a aussi les stocks d'armements existants qui sont un danger permanent. Et aucun progrès vers un accord en vue de leur destruction n'est encore envisagé.

88. Heureusement, nous ne percevons pas seulement ces indices vers le désespoir et le suicide universel. A travers le monde, des forces toujours plus grandes de bonne volonté s'assemblent; la détermination des hommes épris de paix surgit, s'élève et résonne déjà très haut. Cette voix-là, plus puissante que le tonnerre, finira par couvrir les clameurs guerrières.

89. En Afrique, c'était à Dakar, en avril dernier, ce vaste, si singulier et si significatif rassemblement du premier Festival mondial des arts nègres. Ce fut certainement là un jubilé exceptionnel dédié au beau, la messe du sublime, l'exaltation de la négritude. Les peuples de race nègre qui s'y donnèrent rendez-vous n'ont point voulu créer, après d'autres, un culte ou une adoration d'un concept racial jouissant de je ne sais quelle supériorité. Au contraire, il me suffira de laisser à son génial promoteur, M. L. Senghor, président de la République du Sénégal, le soin de le définir lui-même; il a dit, dans son discours d'ouverture:

"Nous ressentons très profondément l'honneur qui nous échoit d'accueillir, avec le premier Festival mondial des arts nègres, tant de talents venus des quatre continents: des quatre horizons de l'esprit. Mais ce qui nous honore au-delà de tout et qui fait votre plus grand mérite, c'est que vous aurez participé à une entreprise bien plus révolutionnaire que l'exploitation du cosmos: à l'élaboration d'un nouvel humanisme, qui comprendra, cette fois, la totalité des hommes sur la totalité de notre planète Terre."

Et le Président disait plus loin:

"... Car, nous en avons conscience, l'humanisme du vingtième siècle, qui ne peut être que civilisation de l'universel, s'appauvrirait s'il lui manquait une seule valeur d'un seul peuple, d'une seule race, d'un seul continent. Encore une fois, le problème se pose en termes de complémentarité, de dialogues et d'échanges, non d'oppositions ni de haine raciale. Comment, au demeurant, pourrions-nous, nous Nègres, rejeter les découvertes scientifiques et techniques des peuples européens et nord-américains, grâce auxquelles l'homme se voit transformant l'homme lui-même avec la nature?"



90. Il y a eu aussi la résurrection de l'Organisation commune africaine et malgache (OCAM) que d'aucuns avaient bien vite enterré avant qu'elle ne soit morte. A notre avis, c'est une bonne chose que, dans un continent divers comme le nôtre, les Etats qui ont des affinités entre eux s'assemblent, se regroupent et organisent en commun les possibilités de leur coopération. Tant qu'il n'y a pas d'exclusive, tant que ce n'est dirigé contre personne, c'est positivement une contribution au regroupement et, par conséquent, un jalon vers l'unité africaine.

91. Car cette unité ne peut être monolithique, tout d'une pièce ou faite d'éléments identiques et interchangeables. Nous en savons quelque chose au Cameroun, pays si divers qu'un illustre Africain l'a appelé le microcosme de l'Afrique. Varié en effet dans sa conformation physique, il l'est aussi par ses habitants parmi lesquels cohabitent Bantous, Semi-Bantous, Soudanais et Nilotiques. A ces différences humaines, ethniques et linguistiques s'est superposée la division coloniale avec deux cultures — anglaise et française — dans une République qui est devenue, par cette force des choses, fédérale. Le tempérament vif et émotif des habitants a vite fait désespérer certains de pouvoir bâtir un Etat viable et stable à partir de l'émiettement de l'opinion en un grand nombre de partis politiques.

92. Mon pays — et ceux qui étaient ici en 1959 à l'occasion de la reprise de la treizième session appelée à fixer son avenir définitif s'en souviennent bien — donnait de l'inquiétude, créait même des cas de conscience. Pourtant, pacifiquement, par la persuasion, sans loi ni décret gouvernemental, le pays tout entier a pris conscience et, de plein gré, librement, tous les partis politiques ont tenu des congrès et ont décidé de se saborder et de fonder un grand parti national: l'Union nationale camerounaise. Dans l'enthousiasme et l'allégresse, tous les Camerounais ont célébré, le 1er septembre, il y a donc seulement quelques jours, cette grande victoire sur eux-mêmes. Annonçant l'événement à notre radio nationale, le Chef de l'Etat, Son Excellence El Hadj Ahmadou Ahidjo, s'est écrié:

"Ainsi donc, le 1er septembre 1966, soit cinq ans après la réunification, ce sera l'avènement de l'Union nationale camerounaise, un autre 1er septembre, plein de signification et qui constituera aux yeux des générations futures tout à la fois un exemple et un symbole..."

"Ah! combien il nous a fallu, à nous tous Camerounais, d'audace, d'oubli de soi-même, de patriotisme éclairé et de clairvoyance, de savoir-faire et de ténacité, de sens aigu de la persuasion, pour accomplir, ensemble, tant de choses difficiles."

93. Le 21 août, à la clôture du Congrès de dissolution de l'Union camerounaise, parti majoritaire au Cameroun oriental francophone, le Chef de l'Etat avait constaté:

"Le 1er septembre prochain, nous aurons gagné un grand pari. En effet, au lieu de faire voter une loi à l'Assemblée nationale, au Parlement, pour créer un parti unique, alors que depuis l'indépendance nous disposions d'une majorité confortable, sinon de l'unanimité au Parlement, nous avons réussi,

par la libre discussion et le libre consentement, à rassembler tous les Camerounais dans un grand parti national unifié."

94. Cette authentique révolution interne, pacifique et féconde comporte, outre son caractère d'assainissement de l'atmosphère politique, un facteur de mobilisation de notre population au moment même où nous lançons notre second plan quinquennal. Dans le rapport que le Chef de l'Etat a fait à l'Assemblée nationale, on lit en effet:

"Ce plan porte sur un montant total des investissements de 165 milliards de francs CFA, soit en moyenne 33 milliards par an, ce qui représente pour nous un effort considérable si l'on considère que les investissements en 1963-1964 ont été de 19 milliards. La répartition par grands secteurs de ces investissements donne:

	Milliards de francs CFA
"1,4 p. 100 pour les études . . . . .	2
"45,6 p. 100 pour la production . . . .	75 1/2
"35,1 p. 100 pour l'infrastructure et le transport . . . . .	60
"15,8 p. 100 pour les équipements sociaux . . . . .	26
"2,1 p. 100 pour l'équipement ad- ministratif . . . . .	3 1/2"

Comme on le voit, ce plan quinquennal ne manque pas d'ambition. C'est pourquoi l'unification politique intervenue chez nous a été saluée avec un enthousiasme indescriptible comme facteur de paix et de stabilité, car on ne bâtit point dans le désordre.

95. Si nous avons mentionné à cette tribune l'évolution heureuse survenue au Cameroun, c'est qu'elle représente un test qui prouve à son échelle que l'unité africaine — et même, pourquoi pas, l'harmonie dans le monde — est possible dans la diversité et non point nécessairement dans l'uniformité. C'est pourquoi, fidèles à l'Organisation commune africaine et malgache, nous l'e sommes et le demeurons envers l'Organisation de l'unité africaine; nous avons assisté à toutes ses sessions, même celles où certaines difficultés du moment avaient provoqué des défections, car, de même que le mieux est l'ennemi du bien, la recherche à tout prix de l'unanimité est très souvent le meilleur moyen d'empêcher une large majorité.

96. Parallèlement aux indices constitués par les événements nationaux ou l'action de groupes d'Etats, on peut relever, comme contribution positive, des initiatives de plus en plus nombreuses de personnalités éminentes de notre globe. Parmi elles, et au premier rang, je citerai Sa Sainteté Paul VI, dont la voix illustre résonne encore en cette enceinte. Chacun de nous entend retentir en son for intérieur son homélie, prononcée à cette tribune en faveur de la paix [1347ème séance], ses objurgations contre la guerre, ses appels enflammés aux riches afin que leur cœur et leur raison se laissent infléchir à leur devoir de solidarité envers les autres hommes. Ne vient-il pas d'ailleurs, dans sa paternelle sollicitude, d'ordonner une neuvaine de prières à tous ceux qui croient, afin d'implorer de Dieu la paix au Viet-Nam?

97. Ce n'est pas sans fierté également que je peux invoquer la récente visite que notre chef d'Etat vient de rendre à Sa Sainteté Paul VI la semaine dernière. En définissant la portée, le Saint-Père lui-même a dit:

"Nous aimons, quant à Nous, voir dans votre visite un hommage solennel aux valeurs spirituelles sur lesquelles repose toute la civilisation. Au reste, Nous avons déjà apprécié la sympathie avec laquelle vous avez suivi le déroulement du Concile œcuménique, en vous faisant officiellement représenter, à l'ouverture comme à la clôture de ces solennelles assises, d'où un courant d'affection et d'admiration a débordé sur le monde humain moderne. Et c'est avec joie que Nous avons Nous-mêmes récemment donné notre acquiescement à ce que des relations diplomatiques se nouent entre la République fédérale du Cameroun et le Saint-Siège. Nous Nous plaçons à y voir un nouveau facteur de concorde et d'entente entre les nations, et donc un jalon supplémentaire sur la route de la paix entre tous les hommes."

98. C'était en vérité l'objet de la visite: poser un jalon supplémentaire sur la route de la paix entre les hommes. Répondant au Saint-Père, notre chef d'Etat concluait d'ailleurs:

"Nous apportons à Votre Sainteté les vœux ardents de nos populations pour Sa santé personnelle et pour la force spirituelle nécessaire afin qu'Elle poursuive, sous l'inspiration du Saint-Esprit, la garde de l'Eglise du Christ, à laquelle nous souhaitons de contribuer toujours efficacement à l'instauration d'une ère de paix et de fraternité parmi tous les hommes."

Vous comprenez bien que c'est le vœu ardent de notre délégation.

99. Les problèmes politiques que nous venons d'évoquer dans l'optique particulière de notre gouvernement n'ont d'importance que dans la perspective de notre volonté commune, de la volonté des Membres de l'Organisation des Nations Unies de créer une société internationale harmonieuse, débarrassée de l'injustice et offrant à l'homme de ce siècle les conditions essentielles de son plein épanouissement. Cette volonté, vous en conviendrez aisément, ne saurait cependant s'inscrire dans la réalité tant que la disparité des conditions d'existence demeure une donnée structurelle de notre monde d'aujourd'hui. Nous ne nous lasserons jamais de répéter que les idéaux élevés de paix, de justice et de fraternité, solennellement proclamés dans la Charte de l'Organisation des Nations Unies, resteront lettre morte et vœu pieu aussi longtemps que des solutions adéquates ne seront pas trouvées à l'angoissant problème du sous-développement, aussi longtemps qu'il ne sera pas offert à la majorité de l'humanité, victime de conditions historiques particulières, la possibilité de participer équitablement aux richesses matérielles et morales de ce monde, qui, de nos jours plus que jamais, est notre propriété commune.

100. Le problème que pose la disparité des conditions d'existence au sein de la société internationale est donc un problème majeur, sinon le plus important, que l'Organisation des Nations Unies doit examiner et résoudre pour rester fidèle à sa vocation. Il faut

par conséquent se féliciter de ce que ce problème, dans les préoccupations des Nations Unies, occupe la place éminente qu'il mérite, comme en témoigne cette décennie du développement qui a suscité tant d'espoirs. Elle a été proclamée en 1961 [résolution 1710 (XVI)], et il semble que, cinq ans après, nous disposions d'un recul suffisant pour mesurer le chemin parcouru et les résultats acquis. L'idée fondamentale de la Décennie des Nations Unies pour le développement, qui, du reste, est une vérité évidente, est que le sous-développement ne peut être vaincu que par une conjugaison étroite des efforts internes des pays en voie de développement eux-mêmes et de la coopération internationale, bilatérale et multilatérale.

101. Les gens pressés ou en quête de bonne conscience ont toujours minimisé la lutte gigantesque que nos pays mènent contre le sous-développement. C'est donc avec une certaine satisfaction que nous citerons le Secrétaire général qui, à ce propos, a déclaré au Conseil économique et social:

"L'Etude sur l'économie mondiale, 1965, vient infirmer les dires de ceux qui prétendent que les pays en voie de développement n'ont pas fait grand-chose ces cinq dernières années pour mobiliser leurs ressources nationales. Elle prouve, bien au contraire, que, pendant la première moitié de la décennie du développement, le tiers monde, surmontant déceptions et échecs, a réussi, sur un large front à contribuer lui-même à son propre développement<sup>8/</sup>."

Nous citons ce texte avec satisfaction, non pas pour y puiser l'illusion que la bataille du développement peut être gagnée par les seuls efforts et les moyens propres des pays en voie de développement, mais pour mieux situer les responsabilités. On s'accorde à penser que malgré les efforts déployés par les pays en voie de développement eux-mêmes et les progrès enregistrés ici et là, les objectifs de la décennie ne pourront être atteints en 1970 que si les pays développés, abandonnant ce que le Secrétaire général appelle "leurs intérêts immédiats et relativement étroits", acceptaient de donner à la coopération internationale une impulsion à la fois vigoureuse et dénuée de toute arrière-pensée.

102. En effet, le bilan de la coopération internationale en cette première moitié de la Décennie des Nations Unies pour le développement est plutôt décevant. La première constatation à faire à ce sujet concerne l'insuffisance des ressources financières mises à la disposition des pays en voie de développement par les pays développés. Celles-ci non seulement n'ont pas atteint le volume espéré, mais ont vu leurs conditions d'octroi devenir plus rigides et contraignantes, au point d'entraîner une aggravation du déficit de la balance des paiements des pays en voie de développement préjudiciable au développement de ces pays.

103. Il est urgent, est-il besoin de le dire, que des mesures soient prises pour pallier ces inconvénients. Les pays développés ont approuvé l'idée et les objec-

<sup>8/</sup> Pour le texte résumé de cette déclaration, voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, 1421ème séance.

tifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement, et il ne semble pas qu'il soit au-dessus de leur capacité de dégager 1 p. 100 de leur produit national brut pour aider au développement des pays moins favorisés. La preuve en est que certains pays développés, comme la France, ont déjà atteint cet objectif minimal et que d'autres, comme le Japon, n'en sont pas très éloignés. Sans vouloir minimiser les problèmes que posent la réforme du système monétaire international et la création de liquidités nouvelles, il est par conséquent permis de penser que ce ne sont pas les moyens qui manquent aux pays développés, mais bien plutôt, force nous est de le dire, la volonté politique d'extirper le sous-développement des structures du monde moderne.

104. Ce manque de volonté ressort également des difficultés que rencontrent les pays en voie de développement dans le domaine du commerce international. Nous étions en droit d'espérer que les pays développés, qui sont tous plus ou moins des adeptes de la très respectable maxime "Trade, not Aid", nous laisseraient trouver dans ce domaine, par une organisation rationnelle, stable et équitable des marchés mondiaux de nos grands produits d'exportation, les ressources complémentaires nécessaires à la promotion de nos économies. Et c'est bien dans cette optique que nous avons salué avec enthousiasme la création de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, dont le but essentiel, ne l'oublions pas, est justement de faire prendre conscience à la communauté internationale de l'impact décisif du commerce international sur le développement.

105. L'expérience de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, bien qu'encore limitée dans le temps, incline cependant difficilement à penser que les pays développés sont décidés à ouvrir leurs marchés aux produits des pays en voie de développement à des prix rémunérateurs et stables. Nous n'avons pas besoin de dire à quel point nous regrettons l'échec de la Conférence des Nations Unies sur le cacao, qui, qu'on le veuille ou non, est considérée par les pays sous-développés comme un test d'efficacité pour la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Dans l'intérêt de la communauté internationale, il serait dangereux de laisser naître dans l'esprit de ces pays la suspicion que les pays développés accordent leur préférence à l'aide directe, politiquement manipulable et facile à maintenir à un niveau voulu, plutôt qu'à une organisation des marchés basée sur l'intérêt mutuel et qui donnerait aux pays en voie de développement une large sécurité dans leur politique de développement. Nous ne verrions, quant à nous, aucun inconvénient à ce que les pays développés choisissent chacun la forme d'aide qui convient le mieux à son tempérament national et est le mieux adaptée à ses possibilités particulières. Ce qui nous paraît proprement révoltant, c'est le déficit permanent — à nos yeux délibérément entretenu — de l'aide au développement par rapport à nos besoins et aussi aux avantages léonins que les pays développés tirent de la structure actuelle des échanges internationaux qui s'expriment par l'évolution divergente des prix des produits manufacturés,

d'une part, et des produits de base et matières premières, de l'autre. Cependant, quelle autre interprétation donner à l'attitude des pays développés, également principaux consommateurs, à l'égard du financement du stock régulateur, pièce maîtresse d'une organisation efficace du marché du cacao? Seule la prise en charge exclusive de ce financement pourrait convaincre les pays sous-développés de la détermination des pays développés à faire du commerce international, effectivement, un stimulant de leur développement.

106. L'échec de la Conférence sur le cacao n'est pas le seul sujet d'inquiétude que nous donne l'attitude des pays développés à l'égard de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. D'une façon générale, les uns et les autres, jusqu'ici, n'ont fait que tirer leur chapeau devant les principes posés par cet organisme. Avec la lucidité et le courage qu'on lui connaît, le Secrétaire général n'a pas manqué de préciser les responsabilités:

"La lenteur avec laquelle sont mises en œuvre presque toutes les recommandations de la première Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement — même celles qui ont été adoptées à l'unanimité — pourrait être due en partie au fait que les pays se préoccupent de leurs intérêts immédiats et relativement étroits<sup>9/</sup>."

107. Certes, nous savons bien, depuis La Rochefoucauld, que l'intérêt parle plusieurs langues et qu'il est plus souvent derrière les actes des Etats, tout comme des individus, que les grands principes moraux proclamés dans les chartes. Mais, comment s'empêcher de ressentir une certaine gêne devant cette distance "des coupes aux lèvres" à un moment aussi décisif de l'histoire de l'humanité? Il est temps, nous le croyons sincèrement, que les uns et les autres, nous apprenions à accorder nos actes à nos paroles, car l'intérêt le plus grand reste toujours — l'histoire le montre amplement — celui de tous les hommes.

108. Si nous sommes déçus par les résultats acquis à ce jour dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour le développement, il ne s'agit pas cependant de nier l'importance des initiatives qui en sont nées. Il y a en effet tout lieu de se féliciter de la création du Programme des Nations Unies pour le développement, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, du Programme alimentaire mondial, de l'Institut de recherche et de formation des Nations Unies, des banques régionales de développement en Afrique et en Asie, etc. Mais le plus positif, sur le plan de la coopération internationale, demeure, sans contexte, l'esprit et la méthode introduits par la décennie dans les relations internationales. Comme l'a souligné le représentant du Canada lors de la quarante et unième session du Conseil économique et social, "l'acceptation presque universelle de ses objectifs représente en elle-même un pas en avant et exerce une influence sensible à la fois sur les travaux des organismes des Nations Unies et sur la politique nationale des gouvernements". Elle fait de la lutte contre le sous-développement l'affaire de chacun et de tous, un champ

<sup>9/</sup> Ibid.

concret d'expérimentation de la solidarité humaine, et elle implique l'idée, combien stimulante, d'évaluation non seulement de la contribution de chacun à l'œuvre commune d'émancipation de l'homme des servitudes de la faim, de l'ignorance et de la maladie, mais encore du chemin parcouru en direction des objectifs fixés.

109. Nous saluons également comme une initiative positive la création de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel. Cette création marque, il faut l'espérer, la fin de cette théorie gratuite qui limitait la vocation de nos pays à l'agriculture et à la fourniture de matières premières aux pays industrialisés. L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel doit contribuer à accélérer l'industrialisation des pays en voie de développement. Tout progrès dans ces pays, les économistes les plus attardés eux-mêmes l'admettent aujourd'hui, est intimement lié au développement industriel sans lequel il ne saurait y avoir de "décollage" possible de l'économie, ni d'accroissement rapide de la productivité du travail. La multiplicité même des institutions issues de la décennie et poursuivant la réalisation de ses objectifs pose de plus en plus le problème de la coordination des activités de l'ONU dans le domaine du développement. Il nous semble nécessaire, en effet, que l'œuvre de rationalisation ayant abouti au Programme des Nations Unies pour le développement soit poursuivie pour éviter des doubles emplois et ne laisser en place que des organismes répondant à des besoins réels et disposant de moyens d'action effectifs.

110. Mais si la coordination est souhaitable, il faut cependant prévenir ses excès. Une excessive centralisation risquerait d'enliser l'action des organes de développement des Nations Unies, que nous voulons souple, rapide et efficace, dans le cadre d'une bureaucratie. Quelles que soient les solutions retenues, nous sommes convaincus de la nécessité de maintenir, voire d'élargir, l'autonomie des commissions régionales. Les résultats déjà acquis par ces commissions sont en général remarquables. Plus proches des problèmes qu'affrontent nos pays, elles sont mieux à même de traduire en programmes concrets nos aspirations en matière de développement et d'organiser l'indispensable coopération régionale.

111. Nous considérons, en effet, que la coopération régionale est susceptible d'apporter une contribution décisive au développement des économies nationales. La lutte contre le sous-développement exige la coordination des efforts des pays en voie de développement eux-mêmes afin qu'ils offrent à l'aide extérieure et aux techniques modernes de production les structures d'accueil adéquates et les conditions optimales d'efficacité et afin qu'ils rationalisent leur processus d'industrialisation. C'est dans cet ordre d'idées que nous avons créé en Afrique centrale l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC). Cette institution, qui a déjà à son actif des réalisations encourageantes, s'insérera harmonieusement, le moment venu, dans les structures sous-régionales de l'Afrique centrale en gestion de la Commission économique pour l'Afrique. Car, il ne s'agit pas d'organiser nos égoïsmes, mais bien de permettre à l'effort universel de l'homme de sortir

du sous-développement, de prendre appui sur une série de cercles de solidarité de plus en plus concrets.

112. Le problème du développement nous concerne tous désormais, collectivement et individuellement, dans un monde dont les progrès techniques accélèrent vertigineusement l'unification. Ce serait une grave erreur pour les pays développés de continuer à penser qu'il s'agit de charité lorsque nous faisons appel à leur contribution dans la lutte contre le sous-développement. Il ne s'agit pas de charité, mais de responsabilité de l'homme envers l'homme, d'un devoir suprême de solidarité sans l'accomplissement duquel il n'y a pas d'espoir pour l'humanité.

113. "Le développement, c'est la paix", a déclaré tout récemment encore Sa Sainteté Paul VI dans un raccourci saisissant et lourd de signification. En effet, la paix du monde est inséparable du règne de la justice et l'injustice est incompatible avec la fraternité universelle, but ultime de l'Organisation des Nations Unies. Il est incompréhensible que les grands pays développés, mus par une volonté de puissance surannée, continuent à dépenser des sommes énormes pour les armes atomiques ou classiques, ou pour des guerres dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles sont sans issue, en un mot pour des œuvres de destruction, et mettent moins d'empressement à accomplir leur devoir pour l'épanouissement de l'homme, "de tout l'homme et de tous les hommes", selon la belle expression de François Perroux.

114. Nous savons bien que l'humanité n'est pas encore moralement mûre pour un impôt cosmique pour le développement, qui pourtant est la conséquence inévitable de notre communauté de destin dans le monde d'aujourd'hui. Mais comment ne pas succomber à la tentation de donner en exemple à cette auguste Assemblée le geste magnifique du shah d'Iran, souverain d'un pays sous-développé, qui offrait récemment à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture l'équivalent des dépenses militaires d'une journée de son gouvernement? Les théoriciens du socialisme européen ont souligné à l'envi la supériorité morale des prolétaires sur les bourgeois repus des sociétés développées. Faut-il penser aujourd'hui que les pays sous-développés, ces prolétaires de la société internationale, tiennent désormais le flambeau des idéaux les plus élevés de l'humanité? Si cette idée nous remplit de fierté, c'est cependant un privilège que, quant à nous, nous aimerions avec joie partager avec tous les hommes de bonne volonté, car l'enjeu est si important et nos destins désormais si imbriqués que nos efforts communs ne seront pas de trop pour redonner espoir à l'humanité. Quelle que soit cependant la résonance que la conscience universelle réservera à ce geste du shah d'Iran, il n'en reste pas moins que des moyens nouveaux doivent être trouvés pour que la seconde moitié de la Décennie des Nations Unies pour le développement soit un succès et pour que la majorité de l'humanité puisse enfin entrevoir la possibilité d'un monde où l'homme retrouvera toute sa dignité, de ce monde débarrassé de l'injustice, de la faim, de l'ignorance, de la maladie, de ce monde fraternel que nous appelons tous de nos vœux les plus ardents.



115. Ces moyens ne peuvent sortir que d'un dialogue honnête au sein de l'Organisation des Nations Unies. Certes, les pays développés doivent consentir un effort accru et proportionné aux besoins du tiers monde. En outre, la rationalisation et la coordination des institutions économiques des Nations Unies constituent des conditions essentielles à l'efficacité de leur action en faveur du développement. Mais peut-être faudrait-il dès maintenant songer à doter la décennie d'une philosophie de base indispensable à son succès. Il pourrait en résulter une limitation de ses ambitions initiales, mais elle y gagnerait certainement en efficacité.

116. Loin de nous la prétention de vouloir, ici et maintenant, définir une telle philosophie. Qu'il me soit cependant permis de partager avec vous quelques idées que nous considérons à cet égard comme fondamentales. La dispersion des efforts est toujours préjudiciable à toute entreprise humaine. Il serait souhaitable, semble-t-il, d'appliquer les ressources mises à la disposition de la décennie à des projets précis et limités, mais autant que possible choisis de manière à exercer un effet d'entraînement sur les économies nationales des pays en voie de développement. L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel pourrait jouer ici un rôle précieux dans le choix de tels projets, dans la mesure où ceux-ci seront surtout de caractère industriel, la nature de l'industrie se prêtant davantage à de tels effets. Il n'est pas question, bien sûr, de minimiser l'importance des autres aspects du développement, notamment de l'équipement d'infrastructure. Mais ceci, à notre avis, devrait être laissé au fonds d'équipement qui s'occuperait ainsi des projets à long terme, contrairement à la Décennie des Nations Unies pour le développement qui doit essentiellement viser un relèvement immédiatement sensible du niveau de vie des pays en voie de développement.

117. Et puisqu'il est question de création de liquidités nouvelles dans le cadre de la réforme du système monétaire international, disons aussi que cette création, à notre avis, n'a d'intérêt réel que si elle est conçue comme un moyen supplémentaire d'aider les pays en voie de développement dans leurs efforts pour rompre les cercles vicieux du sous-développement. A cet égard, il nous semble que les liquidités nouvelles doivent servir en priorité à financer le secteur des équipements, ce qui aurait pour conséquence d'accélérer le "décollage" de nos économies, tout en améliorant considérablement nos balances de paiement. Car, en effet, l'objectif fondamental demeure toujours le même: provoquer par des mécanismes de solidarité appropriés un transfert de ressources réelles des pays développés pris dans leur ensemble aux pays en voie de développement.

118. J'ai essayé de faire le survol de nos principales difficultés et d'en diagnostiquer autant que possible le mal profond, c'est-à-dire l'antagonisme qui existe entre les principes de la Charte et les mécanismes institués pour leur application. C'est ainsi qu'en Afrique dure l'apartheid, que la République d'Afrique du Sud accapare de force le Sud-Ouest africain avec la bénédiction — que personne ne s'explique — de la Cour internationale de Justice, que la

guerre et la violence s'imposent de plus en plus, que le Secrétaire général démissionne par dépit et impuissance, que la Décennie des Nations Unies pour le développement stagne ou plutôt régresse, que la situation économique des petits pays ne fait aucun progrès.

119. Pourtant, un fort courant d'enthousiasme avait accompagné la célébration du vingtième anniversaire de notre organisation, car 20 ans c'est assez pour procurer un recul propice à la réflexion et à un jugement à froid. Ces 20 années démontrent à l'évidence combien est courte la mémoire de l'homme. En effet, quelque 20 ans après, en 1966, 1941 encore si proche apparaît si loin! Et pourtant, en 1941, lors de la proclamation de la célèbre Charte de l'Atlantique, le monde était divisé en deux camps: celui du droit, de la justice, en un mot du bien, et celui de la supériorité raciale, de la force brutale, de la violence, en un mot du mal. C'est à la faveur de ce clivage simple que les grands principes de notre charte ont été trouvés, retenus et écrits solennellement pour la postérité. Mais, très vite, tout cela est tombé en désuétude au fil des années, et c'est pourquoi nous nous trouvons devant les difficultés que nous connaissons.

120. Le remède est pourtant simple. Faisons ensemble notre examen de conscience. Pénétrons-nous à nouveau de la Charte. Méditons-en le noble et si solennel préambule que je me plais à citer une nouvelle fois:

"Nous, peuples des Nations Unies, résolus

"A préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances,

"A proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites,

"A créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international,

"A favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,

"Et à ces fins

"A pratiquer la tolérance, à vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage,

"A unir nos forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales,

"A accepter des principes et instituer des méthodes garantissant qu'il ne sera pas fait usage de la force des armes, sauf dans l'intérêt commun,

"A recourir aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples".

121. Je sais, d'ailleurs, que chacun des représentants qui se trouvent ici connaît ce texte par cœur.

Le remède est dans ce préambule, car il faut reconnaître aujourd'hui que les mécanismes qui l'ont suivi ont eu pour conséquence de neutraliser les nobles objectifs proclamés. L'erreur est humaine. Est-il donc si difficile, une fois l'erreur reconnue, et nous appuyant sur cette reconnaissance comme sur un levier, selon l'éternel principe d'Archimède, de culbuter les maux de notre siècle? Alors, à notre tour, tels ces anges dans le "Chant des esprits bienheureux" nous pourrions entonner: "Nous sommes

des esprits bienheureux qui, du haut des célestes trônes, descendons en ces lieux pour nous montrer à la terre. Ayant vu le monde livré à tant de maux et se faisant une guerre si cruelle pour des motifs si futiles, nous avons voulu montrer à ceux qui s'égarent combien Notre Seigneur verrait avec plaisir que l'on déposât les armes et que l'on restât en paix."

*La séance est levée à 13 h 5.*